

Díaz-Canel souligne le fonctionnement des MYPIME d'État



La Havane, 14 décembre (RHC) Miguel Díaz-Canel, premier secrétaire du Comité central du Parti et président de la République, a souligné le fonctionnement des micro, petites et moyennes entreprises (MYPIME) d'État.

Accompagné de Manuel Marrero Cruz, Premier ministre de Cuba, et de Salvador Valdés Mesa, vice-président de la République, le président a souligné mercredi la flexibilité de ces formes de gestion, qui s'adaptent plus rapidement et sont capables de trouver des solutions de manière agile, a indiqué la

présidence sur son site Internet.

Le chef de l'État a souligné l'importance de résoudre les problèmes actuels du pays par le biais de l'État, ce qui nécessite un système d'entreprise solide, pour lequel il a plaidé en faveur d'une plus grande efficacité.

Johana Odriozola Guitart, vice-ministre de l'économie et de la planification, a expliqué que lors des échanges avec les organisations liées aux MYPIME publiques, des solutions ont été convenues concernant les mécanismes bancaires pour l'extraction de devises étrangères de leurs propres comptes, la possibilité d'ouvrir des succursales des entreprises à l'étranger, le pouvoir d'approuver des activités secondaires à leur objet social, la réduction de la quantité d'informations statistiques qui leur est actuellement demandée, ainsi que la conception d'un système de contrôle interne qui soit adapté aux caractéristiques de ces nouvelles entités.

Le principe que nous suivons dans le paquet réglementaire est que les MYPIME appartenant à l'État doivent être soumises aux mêmes règles que les MPME privées, mais lorsque les règles de l'entreprise publique sont plus avantageuses, elles doivent s'y soumettre, a-t-il souligné.

Víctor Jara, directeur de Servivip S.U.R.L., une entreprise de maintenance intégrale et de réhabilitation, s'est dit satisfait de pouvoir désormais prendre ses propres décisions en ce qui concerne ses activités secondaires.

Aujourd'hui, la quantité de documents que nous devons classer pour obtenir des informations statistiques est très lourde, a-t-il ajouté, et si nous pouvons nous contenter de trois modèles, nous gagnerons beaucoup en agilité.

Alejandro Palmarola, de La Quinta S.U.R.L., s'est inquiété de la communication entre les différentes organisations et a demandé que les MYPIME publiques soient considérées comme des entreprises publiques socialistes.

Nous ne sommes pas considérés comme des entreprises publiques, a-t-il insisté, et il y a un point où, dans le discours politique public, nous devons commencer à regrouper les PME publiques comme une forme de gestion publique, qui font partie du cadre de l'État, a-t-il ajouté.

Lorenzo Méndez, de la PME Tecno Espuma S.U.R.L., a évoqué la nécessité d'accéder au marché des changes pour faciliter l'achat de matières premières.

Nous produisons des boîtes isothermes utilisées pour l'exportation de médicaments et nous avons besoin de nous réapprovisionner en matières premières. Rien que pour les boîtes isothermes, nous ferions économiser au pays plus de 200 000 dollars", a-t-il expliqué.

À cet égard, Odriozola Guitart a souligné que le marché des changes est en cours de conception et que, dans le cadre de cette conception, les MYPIME d'État pourraient constituer un bon point de départ pour incorporer des entités publiques dont les demandes sont plus petites et plus flexibles.

Les MYPIME d'État ont été approuvées à partir de 2021 et sont actuellement au nombre de 168, contre 9 000 pour les entreprises privées. (Source ACN)



Radio Habana Cuba